

Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 10 au 16 juin 2017

Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 10 au 16 juin 2017

19/06/2017

Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 10 au 16 juin 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une synthèse relative aux saisines et aux décisions du Conseil constitutionnel.

Décisions rendues et publiées :

- **Cons. const., 9 juin 2017, n° 2017-635 QPC [Interdiction de séjour dans le cadre de l'état d'urgence] publiée au Journal officiel du 11 juin 2017 :**

« Article 1er. - Le 3° de l'article 5 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence est contraire à la Constitution.

Article 2. - La déclaration d'inconstitutionnalité de l'article 1er prend effet dans les conditions fixées au paragraphe 9 de cette décision. »

PARAGRAPHE :

« 9. L'abrogation immédiate du 3° de l'article 5 de la loi du 3 avril 1955 entraînerait des conséquences manifestement excessives. Afin de permettre au législateur de remédier à l'inconstitutionnalité constatée, il y a donc lieu de reporter la date de cette abrogation au 15 juillet 2017. » ;

- **Cons. const., 9 juin 2017, n° 2017-636 QPC [Amende sanctionnant le défaut de production ou le caractère inexact ou incomplet de l'état de suivi des plus-values en sursis ou report d'imposition] publiée au Journal officiel du 11 juin 2017 :**

« Article 1er. - Les mots « au I de l'article 54 septies, » figurant au deuxième alinéa de l'article 1734 ter du code général des impôts, dans sa rédaction résultant de la loi n° 99-1173 du 30 décembre 1999 de finances rectificative pour 1999, et les mêmes mots figurant au e du paragraphe I de l'article 1763 du même code, dans sa rédaction issue de l'ordonnance n° 2005-1512 du 7 décembre 2005 relative à des mesures de simplification en matière fiscale et à l'harmonisation et l'aménagement du régime des pénalités, sont conformes à la Constitution. ».

Décisions rendues et non publiées :

- **Cons. const., 16 juin 2017, n° 2017-637 QPC [Refus d'accès à une enceinte sportive et fichier d'exclusion] :**

« Article 1er. - Les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 332-1 du code du sport, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2016-564 du 10 mai 2016 renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme, sont conformes à la Constitution ».

- **Cons. const., 16 juin 2017, n° 2017-638 QPC [Sursis d'imposition en cas d'échanges de titres avec soulte] :**

« Article 1er. - Le troisième alinéa de l'article 150-0 B du code général des impôts, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2012-1510 du 29 décembre 2012 de finances rectificative pour 2012, est conforme à la Constitution ».

La Rédaction législation

© LexisNexis SA